© Photo : Ben Curtis

À QUAND LA PAIX AU SOUDAN DU SUD ?

Plus d'un million de personnes ayant fui la guerre civile au Soudan du Sud sont exilées en Ouganda, dans le plus grand camp de réfugiés du monde. Le soutien d'ONG comme l'EPER pour l'approvisionnement en eau est primordial. Reportage de Sandra Witmer, journaliste à la radio SRF1.

Texte et photos : Sandra Witmer

« Certains jours, nous devions nous passer d'eau potable toute la journée, » explique Janet Dawa, une jeune femme de 19 ans qui habite dans une petite hutte de torchis sommairement meublée. Toutes les huttes se ressemblent dans le camp de Bidibidi, en Ouganda du Nord. Il n'y a pas de fenêtre, et il faut se courber pour y entrer.

Janet Dawa a fui le Soudan du Sud avec sa mère, sa sœur et les enfants de celle-ci. Le père a disparu ; son frère les a rejointes plus tard. « Tous les jours, nous assistions à des meurtres et à des viols au Soudan du Sud. En allant chercher du bois pour le feu, tu tombais sur un mort. En allant chercher de l'eau, tu tombais sur un viol ou tu étais toi-même violée », se souvient-elle.

D'après l'indice mondial pour la paix, le Soudan du Sud est le pays le plus dangereux après la Syrie et l'Afghanistan. Malgré son indépendance du Soudan en 2011, il subit une guerre civile entre ethnies rivales. Depuis, de nombreuses personnes ont fui le pays et celles qui vivent désormais dans le nord de l'Ouganda dépassent le million.

Janet Dawa se sent plus en sécurité ici. Mais les premières semaines en Ouganda ont été dures. « L'impression de devoir vivre en étrangère dans un pays étranger n'est pas facile. » S'ajoute à cela la difficulté d'obtenir de l'eau potable. L'eau était transportée par camions citernes. Mais elle ne suffisait pas pour tout le monde. « Nous devions soit parcourir plusieurs kilomètres jusqu'au prochain ruisseau, soit creuser des trous dans le sol jusqu'à ce que nous tombions sur de l'eau. » Il est arrivé que la famille de Janet Dawa doive attendre plusieurs jours pour avoir de l'eau fraîche. Une situation à peine tenable pour une famille avec des enfants en bas âge.

Quand l'EPER est arrivée, elle a équipé son secteur d'un système d'approvisionnement en eau, en partenariat avec ACORD, *Agency for Cooperation and Research in Development*, une organisation caritative locale qui travaille en Ouganda du Nord. L'eau de la nappe phréatique est amenée jusque dans un réservoir de plusieurs milliers de litres au moyen d'une pompe fonctionnant à l'énergie solaire. Elle est purifiée chimiquement et distri-

L'Ouganda possède des nappes phréatiques abondantes, selon Geoffrey Katembwe, responsable d'équipe à ACORD. Ici, une pompe à eau construite par l'EPER.

+ 100 000 l PAR JOUR
Capacité d'une pompe à eau

buée vers des points d'eau répartis dans le camp. « Personne ne doit marcher plus de 450 mètres », explique fièrement Eric Arumadri, l'ingénieur d'ACORD chargé de l'installation.

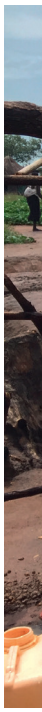
Pour ACORD, la construction d'un tel système est une nouveauté. « Nous avons beaucoup appris », estime l'ingénieur. Les deux pompes à eau et leurs réservoirs fournissent de l'eau à 10 000 réfugiés environ. La plus grande des deux peut pomper dans les 100 000 litres par jour.

Les jardins potagers cultivés dans le camp sont aussi la preuve que l'eau ne manque pas. A leur arrivée en Ouganda, les familles de réfugiés se voient attribuer par le gouvernement une superficie de 90 mètres carrés sur laquelle ils peuvent construire et cultiver. De nombreuses familles plantent des légumes et élèvent des poules ou des chèvres autour de leur hutte.

Un semblant de retour à la normalité transparaît dans la vie de ces familles… du moins en apparence. En y regardant de plus près, les problèmes sont bien là. Il manque des perspectives d'avenir à ces personnes réfugiées. Officiellement, elles peuvent travailler et envoyer leurs enfants à l'école, mais il n'y a pas assez de travail ni suffisamment de classes. Les conditions d'hygiène restent problématiques et des problèmes de sécurité sont répertoriés.

Construction de latrines et formations sur l'hygiène

L'EPER a construit 35 latrines dans le camp de réfugiés pour les personnes les plus vulnérables et pour les résidents dans les villages alentour. Quinze blocs de latrines ont par ailleurs été construits dans des écoles. Depuis l'arrivée de la population réfugiée sud-soudanaise, les écoles sont surchargées. L'école primaire Ombechi accueille 900 écoliers ougandais et 900 réfugiés sud-soudanais. Elle doit donc fournir deux fois plus de personnel, de salles de classe et de toilettes. « Nos anciens sanitaires n'étaient pas du tout hygiéniques », explique Molly Azikuru. Cette assistante à l'hygiène montre aux enfants, avec la participation d'un enseignant, comment utiliser les toilettes correctement – ce qui n'a rien d'une évidence pour certains. « Les vieilles latrines se bouchaient facilement



« Depuis que le système est opérationnel, il n'y a plus de maladies graves dues à l'eau contaminée. »

ou refluaient. » Les latrines nouvellement installées par l'EPER sont conçues pour éviter ce genre de désagréments. Et on peut les fermer, contrairement aux anciennes latrines, qui étaient simplement entourées de bâches ou de toiles.

Le gouvernement ougandais apprécie le soutien apporté par les organisations caritatives à la construction d'infrastructures. Toutefois, il impose qu'un tiers de l'aide aille à la population ougandaise. « C'est une bonne chose car cela permet d'éviter les conflits entre la population locale et les réfugiés », estime Simon Egadu, responsable de programme pour l'EPER en Ouganda.

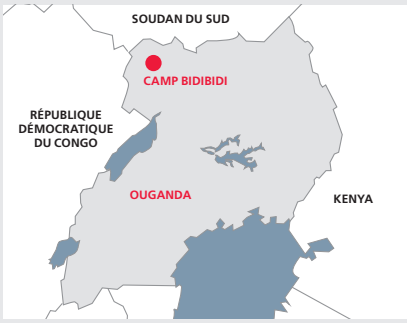
L'EPER a formé dix personnes aux questions d'hygiène pour ensuite transmettre leur savoir dans les écoles. Des « clubs santé » ont été constitués, où les élèves apprennent à entretenir correctement les latrines et à bien se laver les mains et les dents. De même, l'EPER a formé 60 personnes réfugiées qui font un travail similaire de promotion de l'hygiène auprès de la population réfugiée dans le camp.

Janet Dawa est l'une des promotrices en matière d'hygiène. Elle arbore fièrement le t-shirt noir à bordures rouges avec le logo de l'EPER et aime transmettre ce qu'elle a appris. Tous les lundis, elle montre aux habitants du voisinage comment nettoyer les bidons d'eau et distribue le matériel requis. Elle apporte ainsi sa contribution, modeste mais fondamentale, à l'amélioration des conditions de vie dans le camp. Même si elle espère quitter le camp un jour.

L'eau est désormais à la portée de toutes et tous.

OUGANDA

L'EPER PROTÈGE LES RÉFUGIÉS DU SOUDAN DU SUD



35 millions
Population en Ouganda, dont

1,2 million
de réfugiés

L'Ouganda a déjà accueilli plus d'un million de réfugiés du Soudan du Sud. Au nord, Bidibidi, le plus grand camps de réfugiés du monde, atteint ses limites dans sa capacité d'accueil. Pas moins de 230 000 personnes y vivent sur un terrain semi-désertique d'environ 250 km^2.

« ÇA FONCTIONNE, MALGRÉ LES TENSIONS »

Valentin Prélaz, basé à Lausanne, gère les projets en Ouganda pour l'EPER. De retour de mission, il a répondu à quelques questions sur la situation dans le camp de Bidibidi.

Interview : Joëlle Herren Laufer
Photos : Blaise Kormann / Sandra Witmer

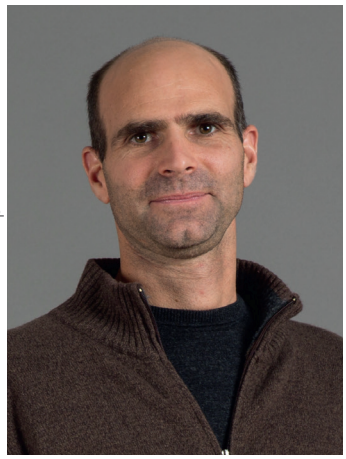
Valentin, tu as déjà visité de nombreux camps de réfugiés, comment as-tu trouvé le camp de Bidibidi en Ouganda ?
Quand on arrive, on est surpris de voir peu de bâches et de tentes collées les unes aux autres comme en Syrie ou au Yémen. A Bidibidi, le camp est très étalé - il fait plus de 250 km^2 - et est traversé par des pistes. Les réfugiés qui sont arrivés depuis deux ans ont tous construit leur propre hutte et ne sont pas collés les uns aux autres. Mais cette apparente normalité masque de nombreuses histoires dramatiques. Les réfugiés ont tout perdu : les familles sont éclatées. Les hommes sont restés au Soudan du Sud pour se battre ou sont décédés. Reste les plus vulnérables : les femmes, les enfants et les personnes âgées.

Les réfugiés du Soudan du Sud commencent à prendre leurs marques en Ouganda. Y a-t-il un espoir qu'ils rentrent bientôt chez eux ?
Nous souhaitons tous que le nouveau traité de paix au Soudan du Sud sera effectif et respecté par toutes les parties au conflit. La population réfugiée espère vraiment rentrer chez elle rapidement. Mais pour l'instant, le cessez-le-feu n'est pas

respecté et la situation sécuritaire n'est pas garantie. L'histoire mouvementée du Soudan du Sud a toujours eu pour conséquence des déplacements de population à l'intérieur du pays mais aussi en Ouganda et dans les autres pays limitrophes. Dans le nord de l'Ouganda, il existe des camps de réfugiés sud soudanais vieux de plus de dix ans. Ses habitants vont et viennent au gré de la situation sécuritaire au Soudan du Sud, l'histoire peut donc se répéter avec le camp de Bidibidi.

Quelle est la chose qui fait le plus défaut dans le camp de Bidibidi ?
La population réfugiée du camp de Bidibidi vit presque uniquement grâce au soutien des organisations internationales qui pourvoient aux besoins vitaux comme l'eau, l'alimentation, la santé, l'assainissement, le soutien non-alimentaire ou l'éducation. L'accès à l'eau reste encore la priorité dans certaines zones du camp. Une alimentation diversifiée est également souhaitée car les réfugiés survivent avec les mêmes rations d'urgence depuis deux ans. Pour y remédier, il faudrait leur donner un accès à plus de terres afin qu'ils puissent la cultiver. Et finalement, les besoins en soutien psycho-social voire psychiatrique sont très importants car la majorité des réfugiés qui arrivent dans le camp de Bidibidi sont traumatisés par les horreurs de la guerre.

Comment ces réfugiés sont-ils acceptés par la population ougandaise ?
J'ai souvent entendu dire : « nous sommes tous des frères, donc par solidarité, nous les acceptons chez nous. Qui sait si les Soudanais du Sud ne devront pas nous accueillir un jour ? ». La cohabitation se passe bien malgré des tensions ici et là. Il faut dire que le gouvernement ougandais est très strict quant à la répartition de l'aide internationale : 30% de l'aide doit aller à la population résidente. Cela a pour effet d'atténuer les inégalités entre les réfugiés et les populations locales. Dans les faits, les résidents et les réfugiés se disputent l'accès à certaines ressources naturelles comme le bois de feu ou la paille pour les toits de chaumes. Il est évident que l'on ne peut accueillir 230 000 personnes réfugiées sans qu'il y ait un impact notable sur les ressources naturelles, et ce tant qu'il n'y a pas d'alternative.



© Photo : EPER/Luca Da Compo

A gauche : Valentin Prélaz, chargé de programme pour l'Ouganda.
A droite : Janet Dawa, réfugiée sud soudanaise de 19 ans, fait partie de l'équipe de promotion de l'hygiène.

« La population réfugiée espère vraiment rentrer chez elle. Mais les tirs continuent et la sécurité n'est pas garantie. »

L'EPER travaillait aussi au Soudan du Sud mais a dû retirer ses équipes, pourquoi ?
L'EPER a dû évacuer et fermer ses bureaux dans la ville de Yei en août 2016 suite au déplacement de la guerre civile dans l'Etat de Yei River. La situation était devenue trop dangereuse pour nos employés et pour nos organisations partenaires. Certains bureaux de nos partenaires ont été pillés et la majorité du personnel a fui en Ouganda. Nous avons donc dû fermer tous nos projets de développement. D'autres initiatives ont vu le jour dans l'état de Yei River ; elles sont axées sur les besoins humanitaires et la réconciliation.

Est-il prévu d'engager des mesures de développement plus durables pour ces populations exilées ?
Le programme de l'EPER en Ouganda est en cours de développement. Il y a d'énormes besoins humanitaires dans le pays en raison de la résurgence du conflit au Congo RDC et de l'arrivée de milliers de réfugiés en Ouganda. Nous allons également explorer les possibilités d'agir sur du plus long terme et sur des thématiques propres à l'EPER comme la promotion de la paix, la sécurité alimentaire et l'accès aux ressources.